



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
30 décembre 2010  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-cinquième session  
Point 117 de l'ordre du jour  
Application des résolutions de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Conseil de sécurité  
Soixante-cinquième année**

**Lettre datée du 21 décembre 2010, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 12 novembre 2010, que vous a adressée le Ministre des affaires étrangères de la République hellénique, M. Dimitris P. Droutsas, et, comme suite à la demande de mon Gouvernement, je vous serais reconnaissant de bien vouloir la faire distribuer comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 117 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité (voir annexe).

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Anastassis Mitsialis



**Annexe à la lettre datée du 21 décembre 2010 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 12 novembre 2010

Comme vous le savez, les négociations en cours concernant le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine, conduites par votre Envoyé personnel, l'Ambassadeur Nimetz, sont dans une phase difficile.

La seule solution durable passe par un règlement accepté par les deux parties, ce qui implique des concessions réciproques. La Grèce a fait un pas important dans cette direction en acceptant le principe d'un nom composé d'un qualificatif géographique, utilisable en toutes circonstances. Il appartient à présent à l'ex-République yougoslave de Macédoine d'agir.

Animés par la volonté de coopérer pour parvenir à un règlement acceptable par tous, nous avons établi des contacts à un haut niveau avec les autorités de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Notre but est d'instaurer un climat plus favorable, susceptible de nous aider à trouver une solution recevant l'approbation de chacune des parties et répondant aux aspirations euro-atlantiques du pays.

Malheureusement, notre attitude positive n'a pas suscité de réponse équivalente de la part des dirigeants du pays voisin. Leurs actions et leurs déclarations montrent que nos efforts constructifs ne sont pas appréciés à leur juste valeur et que le pays n'est pas prêt à accepter la simple idée qu'il n'y aura pas de solution satisfaisant les deux parties sans concessions réciproques.

Le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a eu recours une nouvelle fois au nationalisme et à de vieilles pratiques se référant à l'Antiquité qui se sont matérialisées, cette fois-ci, dans une série de représentations en relief de grandes figures historiques grecques et de symboles de la Macédoine antique, tels que le soleil de Vergina, que l'on retrouve dans le plan d'urbanisme « Skopje 2014 ».

De tels actes constituent une violation directe de l'Accord intérimaire signé entre les deux pays en 1995 qui, au paragraphe 2 de l'article 7, dispose qu'à l'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire, la deuxième partie (c'est-à-dire l'ex-République yougoslave de Macédoine) devra cesser d'utiliser de quelque manière que ce soit et sous toutes ses formes le symbole (c'est-à-dire le soleil de Vergina) (soulignage ajouté) qui figurait sur le drapeau national avant l'entrée en vigueur de l'Accord.

De plus, au paragraphe 3 du même article 7, il est demandé à chacune des parties de ne pas utiliser de symboles appartenant au patrimoine historique ou culturel de l'autre partie, règle à laquelle l'ex-République yougoslave de Macédoine déroge en utilisant des symboles de l'héritage grec et en refusant de rectifier la situation malgré nos protestations.

Je tiens à appeler votre attention sur le fait que de telles actions nuisent aux relations de bon voisinage entre nos deux pays et ne contribuent pas à créer un climat propice à la recherche d'une solution consensuelle à la question du nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine, dans le cadre des négociations conduites par l'Organisation des Nations Unies.

Cette montée de l'intransigeance et des provocations trouve une explication partielle dans l'échec de la communauté internationale à faire passer le bon message. Je m'en remets donc à vous, Monsieur le Secrétaire général, pour adresser d'urgence un message clair et ferme aux autorités de l'ex-République yougoslave de Macédoine, en soulignant que de tels propos et pratiques ne peuvent qu'entraver sérieusement la recherche d'un règlement de la question qui soit acceptable pour les deux parties, nuire à la stabilité régionale et compromettre les relations de bon voisinage.

(Signé) Dimitris P. **Droutsas**

---